
CHAPITRE 1

Eléments d'une pensée non-conventionnelle sur le développement

« Ah les miens étaient sales et anachroniques ! Comme les Grecs et comme les Italiens, elle me l'avait assez répété, et des Italiens je passai à la Méditerranée et de la Méditerranée à l'Univers qui, à mes yeux étonnés, se révélait coupé en deux : en haut du globe, les gens du Nord, propres et ordonnés, policés et maîtres d'eux-mêmes, détenteurs de la puissance politique et de la technique, en bas les gens du Sud, bruyants et vulgaires, la misère italienne, la sauvagerie espagnole; la barbarie africaine, le maniérisme sud-américain...c'était bien cela n'est-ce pas ? (...) Et puisque, là-dessus, tout le monde était d'accord, et qu'elle-même en semblait convaincue, parlant ainsi, je me persuadais enfin que le Nord, c'était elle et le Sud, c'était moi. »

A. MEMMI, *Agar*, collection Folio, Gallimard, Paris, 1999 (1955), p.143.

INTRODUCTION

La pensée sur le développement a connu de nombreux détours depuis son origine, que l'on fait généralement remonter aux années 1950. La perspective modernisatrice en est la spécificité, de même que le caractère profondément normatif. La citation d'A. MEMMI, auteur juif tunisien, nous rappelle que depuis longtemps, et les indépendances n'ont pas fondamentalement changé les choses, le Nord a le pouvoir de définir le Sud et d'influencer jusque son imaginaire collectif, en plus de l'inclure dans son projet bien concret de modernisation.

Dans ce chapitre, notre objectif est de commenter certains segments de la littérature qui a contribué à la déconstruction du paradigme de la modernisation et à un renouvellement de la pensée sur le développement en dehors du champ conventionnel. Cette littérature, dont les textes pionniers ont été écrits dans les années 1960, est abondante. Nous nous appuierons principalement sur les ouvrages qui nous ont semblé particulièrement intéressants pour une relecture critique de la modernisation et pour un décodage de ses postulats fondateurs. Il nous importe surtout, au-delà de la diversité des leurs apports critiques, d'en dégager la cohérence afin de mieux saisir les contours d'une pensée *non-conventionnelle* sur le développement.

Précisément, il ressort de notre exploration que la pensée non conventionnelle a progressé autour de plusieurs axes généraux. Nous en avons déjà fait mention dans notre introduction générale. Nous consacrons ce chapitre à en traiter certains aspects de façon approfondie ¹.

Nous commencerons par voir sur quels fondements se définit le projet de modernisation dans la pensée conventionnelle et comment, à partir des années 1960, certains auteurs ont d'interrogé le lien qui semblait alors évident entre le développement et son interprétation comme passage vers la modernité. Nous examinerons ensuite la démarche qui, en sciences humaines, a permis la mise en évidence du langage « situé », autrement dit de « points de vue » à partir desquels théories et discours scientifiques sont formulés. Cette démarche a permis en particulier de démontrer comment les théories conventionnelles sur le développement relèvent de la construction d'une représentation des populations du Sud comme d'un « Autre » à transformer à travers la modernisation. Nous formulerons ensuite certaines pistes, inspirées de réflexions formulées en dehors de la discipline du développement, qui peuvent contribuer à faire progresser le développement vers une redéfinition non conventionnelle, en dehors du champ unique de la modernité.

I. LES CONFLITS AUTOUR DE LA DEFINITION DU DEVELOPPEMENT

Après avoir rappelé, dans les grandes lignes, la modernisation à laquelle il est généralement fait référence comme objectif ultime du développement, nous proposons de rendre compte de certains conflits théoriques majeurs dans le champ du développement. Ces points de conflits nous permettront d'identifier l'enjeu d'une redéfinition non conventionnelle du développement.

1.1. La modernisation comme objectif de développement

I. WALLERSTEIN distingue deux types de modernités associées à l'histoire du système-monde² contemporain : la *modernité de libération* et la *modernité de technologie*³. La modernité de libération a une connotation politique et contient les revendications de démocratie, de progrès social et humain, d'une

¹ A l'exclusion de l'axe du genre qui sera traité dans les deux prochains chapitres.

² Les systèmes-monde sont des entités géographiques composées d'un centre et de sa périphérie qui se constituent à travers un rapport d'échange inégal. Cette hiérarchie entre territoires se rencontre à toutes les périodes de l'histoire. Ce concept est développé par F. BRAUDEL, par exemple dans *La dynamique du capitalisme*, coll. Champs, Flammarion, Paris, 1985, puis par I. WALLERSTEIN dans *Le capitalisme historique* coll. Repères, La Découverte, Paris, 1996

³ I. WALLERSTEIN (non daté), *La fin de quelle modernité ?*, photocopié.

modernisation des rapports humains autrefois hiérarchiques. La modernité de libération appelle à l'abolition de ce règne de l'inégal. La modernité de technologie rassemble quant à elle les aspirations de modernisation technologique, de changement dans les équipements productifs et d'amélioration de l'environnement matériel. Elle reste le privilège d'une partie du Nord de l'hémisphère, et exerce une fascination incroyable auprès de ceux et celles qui n'y ont pas accès. Confondues pendant un temps, confrontées aux mêmes oppositions conservatrices, ces deux types de modernités ont marqué le développement mondial. Elles se sont par la suite affrontées dans les idéologies libérale et socialiste, la première voyant dans la modernité de libération une menace à la position des élites de la modernité de technologie et essayant d'en réduire la portée, la deuxième réclamant que la modernité de technologie soit mieux partagée. Une façon de pacifier les classes populaires et de leur faire admettre l'interprétation libérale de la modernité fut de lui adjoindre l'idée de Nation, d'Etat et d'identité nationale (et de son corollaire, le racisme) au travers de laquelle élites et classes populaires s'identifieraient.

La modernisation désigne donc le processus d'industrialisation et les transformations conséquentes sur la population (salarariat) et sur l'environnement (domestication). Elle comporte un volet technologique et un volet sociopolitique: aussi bien le mode de production que les institutions sociales (l'Etat, la famille) sont susceptibles d'être « modernes ». Elle désigne également l'acquisition progressive d'un ensemble de valeurs telles que l'individualisme, la laïcité, l'égalité, inspirées des Lumières au XVIIIème siècle. Comme le note N. GÖLE, la modernisation relève d'une « construction sélective ⁴ » propre à l'histoire occidentale.

Précisément, en ce qui concerne son rapport avec les pays du Sud, l'Occident a réussi à promouvoir la modernité technologique tout en réinterprétant fondamentalement la modernité de libération: marché et démocratie parlementaire font désormais partie du bagage pour se hisser sur les rails de la modernisation. Pour I. WALLERSTEIN, il est évident que ce fut au détriment des systèmes locaux éprouvés depuis des siècles où pouvait se pratiquer une démocratie participative vivace et où l'échange répondait plus au besoin de réciprocité et de production d'un lien social qu'à celui de l'accumulation⁵.

⁴ N. GÖLE (2003), *Musulmanes et modernes, voile et civilisation en Turquie*, coll. Sciences humaines et sociales, La Découverte Poche, Paris, (1993), p.171.

⁵ I. WALLERSTEIN (1996), *Le capitalisme historique*, coll. Repères, La Découverte, Paris.

1.2. La modernisation économique

Afin d'illustrer notre propos, nous citons quasi intégralement le passage de la rubrique « ajustement et développement » d'un article rédigé en 1994 par le directeur du département de l'Afrique centrale-occidentale et une économiste du même département, tous deux appartenant à la Banque Mondiale. Notre but n'est autre que de montrer à quel point le discours sur le développement au sein de cette institution a pu se confondre avec l'ajustement structurel. Le contexte des années 1990, décrites par J.P. PEEMANS comme celles de l'utopie globalitaire d'un « *ordre unique des choses, des peuples et des gens* » y fut particulièrement propice⁶.

« Dans leurs grandes lignes, les politiques préconisées au nom de l'ajustement structurel (...) comportent essentiellement des éléments bien connus de ce qui a de tout temps constitué la bonne gestion des affaires économiques. Qu'elles aient évoqué tant de résistances et soulevé tant de controverses indique à quel point les pays du Tiers-monde s'étaient souvent fourvoyés sur le chemin du développement. La Banque Mondiale, en se faisant le champion de l'ajustement structurel depuis 15 ans, a contribué à une véritable révolution de la gestion économique dans les pays en développement. Mais l'ajustement n'est que la première étape sur la voie qui mène à une croissance soutenable et largement répartie, de nature à faire reculer la pauvreté. C'est une condition nécessaire mais non suffisante du développement. Les réformes mises en place dans le contexte des programmes d'ajustement n'ont d'autre but que de créer un cadre propice à l'utilisation efficace des instruments traditionnels du développement – l'investissement et la technologie. L'ajustement ne peut pas plus s'y substituer qu'il ne peut venir à bout des entraves à la croissance profondément enracinées dans bien des pays en développement, particulièrement les insuffisances du capital humain et des institutions⁷ ».

Le développement est considéré ici comme le résultat de la combinaison de l'accumulation du capital (l'investissement) et de la technologie, combinaison qui ne peut déployer ses potentialités que dans le cadre d'une gestion saine et d'un marché sans entrave. Les blocages (« *les entraves à la croissance* ») se situent au niveau des insuffisances du capital humain et des

⁶ J.P. PEEMANS (2002), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Essai sur les rapports entre l'évolution des théories du développement et les histoires du « développement réel » dans la seconde moitié du XXème siècle*, coll. Population et développement, n°10, Academia-Bruylant/L'Harmattan, Louvain-la-neuve/Paris, pp.293 et al.

⁷ O. LAFOURCADE et M. GUERARD (1994), « Banque mondiale et ajustement structurel », in T. WALRAFEN, *Bretton Woods, mélanges pour un cinquantenaire*, Revue d'économie financière, Le Monde Editions, Paris, p.355.

institutions, autrement dit du comportement des populations et de l'Etat. D'un autre côté, les programmes d'ajustement structurel se veulent éclairés de la question sociale, définie principalement en termes de pauvreté matérielle. Cela conduit par exemple la Banque Mondiale à se préoccuper des « pauvres », considérés le plus souvent comme une population sans histoire ni réaction, et identifiée administrativement lors de la mise en place de programmes d'ajustement structurel :

« En période d'austérité budgétaire, par ailleurs, les pauvres risquent plus que le reste de la population de souffrir de la réduction des crédits pour les services sociaux. Il est vite apparu que les programmes d'ajustement ne pouvaient pas se désintéresser de la question sociale. Depuis plusieurs années, l'accent a été mis sur la nécessité de tenir compte des couches les plus pauvres de la population dans la conception des politiques d'ajustement. De nos jours, les programmes d'ajustement comportent presque toujours des mesures budgétaires spécifiques pour protéger les services sociaux essentiels aux pauvres⁸ »

Il y a peu d'intérêt à multiplier ces exemples d'économisme que l'on rencontre dans de nombreux ouvrages ou écrits officiels sur le développement si ce n'est à en démontrer la prépondérance parmi toutes les expressions du développement. Un des traits caractéristiques de la modernisation dans ses formes contemporaines est bien, dans le champ du développement, d'être définie principalement en référence aux besoins de l'économie⁹. Ce point de vue technique, non neutre cependant, est largement surreprésenté dans les écoles comme dans les institutions où il est question de développement¹⁰.

La pensée conventionnelle sur le développement est intimement liée à la science économique libérale, plus précisément à ses courants les plus orthodoxes. Son opérationnalisation à travers les politiques de développement initiées par les institutions de Bretton Woods tels que FMI ou Banque Mondiale en atteste. Les processus de « capitalistisation » inspirés du Consensus de Washington et manœuvrés depuis les universités américaines comme celle de Cambridge (Massachusetts) en sont l'exemple contemporain. Scellé autour de la Banque Mondiale, du FMI et du gouvernement américain, ce consensus sous-

⁸ O. LAFOURCADE et M. GUERARD (1994), op.cit., p.355.

⁹ En cela, la tendance n'a pas fondamentalement changé depuis que D. LERNER a formulé sa définition de la modernisation, pour qui elle représente : « *the social process of which development is the economic component* », D. LERNER (1967), « Comparative analysis of processes of modernisation » in H. MINER (1967), *The city in Modern Africa*, London, p. 21, cite par H. BERNSTEIN (1979), "Modernization theory and the sociological study of development", in LEHMAN P (1979). *Development theory*, London, Frank Cass, p.142.

¹⁰ P. PEEMANS (2002), op.cit.

tend depuis près de 20 ans les attaques contre les politiques keynésiennes et l'intervention publique dans l'économie, promeut la privatisation des services publics et l'insertion dans l'économie globale. Il devait déboucher sur le triomphe de « l'homme de Davos », un homo oeconomicus souple et ouvert, acquis à l'esprit du marché et capable d'amener la prospérité partout dans le monde¹¹. Nous ne discuterons pas ici des conséquences humaines et concrètes de la faillite de ce modèle, pas plus que nous ne ferons le bilan des politiques de développement menées depuis l'après-guerre. Elles sont assez documentées par ailleurs.

Il y a loin entre cette foi en l'idéal du marché¹² et les avancées, constatées par ailleurs dans les sciences humaines, vers une remise en question des paradigmes fondateurs de la pensée occidentale moderne. Pourtant, même si, dans la science économique, plusieurs paradigmes coexistent, le paradigme dominant persiste à instaurer le marché global comme lieu central de l'économie. L'homme moderne et rationnel reste son acteur principal et, surtout, la vie économique continue à être appréhendée au travers du seul prisme de la production. La science économique est lente à se livrer à sa propre épistémologie, même si une littérature critique émerge depuis plusieurs années qui en dénonce le caractère autistique¹³.

1.3. La définition conventionnelle contestée

L'évocation de cette conception du développement immunisée de doute pourrait laisser croire au triomphe d'une pensée unique et à l'absence de résistance, ce qui est loin d'être le cas. Le discours conventionnel des grandes institutions cache bien les conflits qui animent depuis un demi-siècle la pensée sur le développement. L'affrontement de paradigmes ayant donné naissance à différentes théories du développement est même ce qui fait la spécificité de ce champ d'études. Pour J.P. PEEMANS, les contradictions, divergences et ruptures qui animent les discours sur le développement ont leur cohérence. Elles reflètent l'opinion des acteurs collectifs, « situés », dont la trajectoire économique et sociale révèle, au moins partiellement, les prises de position antagonistes :

¹¹ L. BENERIA (2003), *Gender, development and globalization, economics as if all people mattered*, Routledge, New York and London, p.3.

¹² On a parlé à ce sujet du syndrome « TINA » : There Is No Alternative.

¹³ R. HEILBRONER, W. MILBERG (1995), *The crisis of vision in modern economic thought*, Cambridge University Press.

« Parce que toutes les théories sont enracinées dans des paradigmes plus vastes, elles reflètent l'effacement, l'affirmation, voire la réaffirmation de certains paradigmes en fonction des circonstances historiques. La cohérence n'apparaît que si on la voit comme l'expression d'un courant, voire d'une école de pensée, qui correspond à une époque, à son contexte historique, aux enjeux des conflits entre acteurs de l'époque et aux rapports de force entre ces acteurs ¹⁴».

Cette façon de rendre compte du débat qui anime le champ des études sur le développement a le mérite de reconnaître au conflit –entre paradigmes, entre acteurs- et à la polémique leur part de « responsabilité » dans l'histoire de la pensée et redonne une certaine lisibilité à l'ensemble. Néanmoins, il s'agit de ne pas se tromper sur la véritable ligne de partage des paradigmes qui s'affrontent sur la scène scientifique du développement.

La concurrence entre l'école de la dépendance¹⁵ d'une part, l'école de la modernisation capitaliste¹⁶ d'autre part (et de leurs descendants respectifs) a délimité des zones claires d'affrontement durant une bonne vingtaine d'années (1945-1965). La première, l'école de la dépendance, a dénoncé la constitution de zones périphériques vouées au sous-développement dans les pays du Sud et l'inégal partage des revenus tandis que la seconde place l'intégration des Nations du Sud au marché global au centre d'un raisonnement optimiste sur le développement. Ces deux écoles opposées dessinent pourtant, paradoxalement, certains tracés identiques en termes de développement, laissant supposer finalement un paradigme commun, celui de l'industrialisation et du développement « de masse », sans compter que toutes deux reposent sur des postulats méthodologiques similaires, tels que la prépondérance de l'Etat, un

¹⁴ J.P. PEEMANS (2002), op.cit., p.11.

¹⁵ L'école de la dépendance est influencée par les mouvements de protestation à l'égard de la doctrine américaine, à partir des années 1960-1965. Elle conçoit les rapports Nord-Sud comme un rapport d'exploitation et le « sous-développement » du Sud comme une situation de dépendance envers le capitalisme américain (via une technologie, des normes calquées sur le modèle américain). La voie du développement consiste donc à se déconnecter du marché capitaliste et à poursuivre une industrialisation nationale sur des bases autonomes.

¹⁶ L'école de la modernisation, fondée après la Seconde guerre mondiale, rassemble des chercheurs de plusieurs disciplines qui partagent l'idée d'un développement dont la croissance capitaliste serait le moteur principal, piloté par les Etats-Unis, et dont l'objectif est de tracer la route permettant d'arriver aux normes de production, de consommation et de la démocratie américaines. Cette école est fortement influencée par la nécessité de lutter contre l'influence des partis communistes et d'imposer la logique d'accumulation comme voie universelle de développement.

biais masculino-centriste¹⁷ ou une opposition fonctionnelle entre traditionnel et moderne.

Nombreux sont les auteurs qui, après avoir constaté ces similitudes ou dénoncé les « ratés » de la modernisation, ont plaidé à partir des années 1970-1980 pour sortir le débat sur le développement de cet affrontement devenu stérile.

« There seems to be a growing consensus that theorizing about political development in the Third World has reached an impasse and a period of introspection (EDWARDS 1989, HUNTINGTON 1987). It appears to many that debates between modernization (or developmentalist) and dependency frameworks have resulted in a stalemate and that reconciliation of the two approaches is in order »¹⁸.

Mais faut-il réellement emprunter la voie de la réconciliation de ces deux écoles ? Dans le contexte soi-disant « post-idéologique » contemporain et au vu de l'interprétation dominante de l'expérience des pays ex-communistes (« un échec sans appel »¹⁹), une réconciliation ne reviendrait-elle pas à réaffirmer l'existence d'une voie unique de développement, encore plus autoritaire, plus capitaliste et dogmatique, toujours inspirée de la feuille de route esquissée au Nord ?

Si la réconciliation entre les deux écoles a séduit certains chercheurs (rassemblés à partir des années 1980 dans ce que J.P. PEEMANS nomme le courant de la « néo-modernisation »), d'autres ont essayé d'esquisser un « autre développement ». Dès les années 1970, certains experts commencent à évoquer l'idée que le développement doit se détourner de la poursuite de la croissance économique pour se préoccuper des besoins fondamentaux des populations²⁰, tandis que d'autres sonnent l'alarme des limites écologiques de la planète et proposent, en 1974, lors du séminaire des Nations Unies pour l'Environnement de Cocoyoc, de signer un manifeste commun (la Déclaration de Cocoyoc)²¹. Cet

¹⁷ C. V. SCOTT (1995), *Gender and development, rethinking modernization and dependancy theory. Women and change in the developing world*, Lynne Rienner Publishers, Boulder/London.

¹⁸ C. V. SCOTT (1995), op.cit., p.2.

¹⁹ Voir par exemple le succès remporté par les thèses de F. FUKUYAMA (1990) dans *The end of history and the last man*, Free Press, New York. Dans son livre, FUKUYAMA tente de démontrer que la fin du socialisme est une preuve de la supériorité du capitalisme.

²⁰ International Labor Office (1977), *Meeting basic needs : strategies for eradicating mass poverty and unemployment*, Geneva.

²¹ J. FRIEDMANN (1992), *Empowerment. The politics of alternative development*, Blackwell Publishers, Oxford.

ensemble disparate, baptisé globalement « Another development » a servi d'inspiration à la doctrine de la Banque Mondiale dans les années 1970, basée sur la prise en compte des besoins essentiels. Mais cette tentative a globalement constitué « une greffe très problématique » dans les activités de la Banque et n'a pas eu raison du tournant libéral des années 1980²².

Les recherches sur le développement des ces trente dernières années n'ont donc pas toutes été monopolisées par le paradigme de la modernisation. Divers travaux se sont attachés à démontrer la diversité des réactions des populations face aux politiques dites de développement, la complexité de leurs stratégies²³. Ils ont ainsi mis en lumière le décalage entre l'offre de modernité et les stratégies des populations face à leurs difficultés, stratégies qui constituent en soi une part du développement. Ce faisant, ils ont contribué à construire un autre débat, parfois très critique, que l'on peut résumer en disant qu'il s'est aménagé autour de deux ruptures. La première rupture (1970) a consisté à remettre fondamentalement en question les bienfaits des politiques de développement et donc l'équation entre croissance et bien-être²⁴. La deuxième (1980) a consisté à isoler le concept de développement du champ technique où une certaine interprétation de l'histoire occidentale l'avait confiné jusqu'à assimiler développement et politiques économiques, pour l'inscrire dans un champ plus vaste et interdisciplinaire, reconnaissant la diversité des sociétés et abandonnant par conséquent la référence à la « modernisation » comme lecture unique du développement²⁵. Pour ce courant de pensée, il n'est donc plus possible d'écrire la double équation suivante :

« développement = modernisation » et « croissance = bien-être »

²² F. LAPEYRE (2002), « Le rêve d'un développement sans conflit », in G. RIST (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Les nouveaux cahiers de l'IUED, coll. Enjeux, PUF, Paris/Genève.

²³ F. APFFEL-MARGLIN et A. MARGLIN (1990), *Dominating Knowledge. Development, culture and resistance*, Clarendon Press, Oxford; J.P. PEEMANS (2002), op.cit. ; S. CHARLIER, M. NYSENS, J.P. PEEMANS et I. YEPEZ DEL CASTILLO (2004), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-neuve (et plus particulièrement E. VERHAEGEN, P. VANDAMME (2004), « Introduction à l'atelier 1. ruses institutionnelles et détournement des pratiques populaires », in S. CHARLIER, M. NYSENS, J.P. PEEMANS et I. YEPEZ DEL CASTILLO (2004), op.cit.

²⁴ Citons par exemple la formule de G. RIST qui se demande « quand s'avisera-t-on que le bien-être ne provient pas de la croissance ? », G. RIST (1996), *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, coll. Références inédites, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, p.80.

²⁵ Voir des auteurs comme S. LATOUCHE, C. COQUERY-VIDROVITCH, G. RIST, dont les ouvrages datent des années 1980 et 1990.

Dans son ouvrage, J.P. PEEMANS propose une interprétation du chemin qui mène la pensée sur le développement à sa scission entre une pensée conventionnelle d'une part et une pensée pour un autre développement, non conventionnel, d'autre part²⁶. Pour lui, l'histoire longue et « totale » du développement offre une autre clé de lecture que celle proposée par les écoles de la modernisation et de la dépendance qui, sur certains points, défendent la même orthodoxie et se demandent comment placer les populations dans une dynamique de rattrapage du modèle occidental²⁷. Dans la vision conventionnelle, la complexité des dynamiques locales de résistance ou d'alternatives au projet modernisateur a complètement été écartée ou, pire, a été assimilée à de l'arriération, voire à de l'aliénation. Pour J.P. PEEMANS, le vrai conflit, dans les théories, n'est pas tant celui qui oppose capitalisme ou marxisme, marché global ou dépendance que celui qui oppose développement comme synonyme de croissance d'une part et développement comme « reconnaissance de processus complexes et difficilement saisissables » d'autre part. La véritable fracture, dans les théories du développement, se situe davantage entre partisans de la modernisation capitaliste ou marxiste d'une part, et laissés pour compte de la modernisation d'autre part, dont l'existence et les pratiques quotidiennes n'avaient pas directement de place dans ce projet, paysannerie, petits producteurs, artisans par exemple. Ces derniers ont quasiment disparu au Nord. Leurs pratiques, leur sociabilité, ont cédé, face à la force du projet de modernisation capitaliste mené par l'élite bourgeoise. Au Sud par contre, de nombreux chercheurs ont montré comment les populations désignées comme traditionnelles par l'école de la modernisation subsistent, tant bien que mal²⁸. Certains réussiraient même à brider les rapports économiques dans la limite des impératifs de la cohésion sociale de leur territoire, en dépit des injonctions d'acteurs internationaux qui voudraient les engloutir dans les

²⁶ J.P. PEEMANS (2002), op.cit.

²⁷ Le projet modernisateur a d'ailleurs bien été partagé par les blocs ennemis s'affrontant pendant la guerre froide, le camp capitaliste et le camp communiste. S. LATOUCHE émet une hypothèse du même ordre en assimilant finalement l'école marxiste et les désirs impérialistes dans « Faut-il refuser le développement » : « L'impérialisme se résume, dit-on en Afrique, dans les trois M : Missionnaires, Militaires, Marchands. A ces trois fléaux anciens, ne faut-il pas ajouter pour caractériser le nouvel ordre social, assuré par les techno-bureaucraties du Tiers-Monde formées en Occident, un quatrième M : Marxistes ? ». Il cite encore C. LEVI-STRAUSS : « Je pense, déclarait LEVI-STRAUSS, que l'idéologie marxiste communiste et totalitaire n'est qu'une ruse de l'histoire pour promouvoir l'occidentalisation accélérée des peuples restés en dehors jusqu'à une époque récente », S. LATOUCHE (1986), *Faut-il refuser le développement ?*, Economie en liberté, PUF, Paris, p.16.

²⁸ Voir les auteurs du « post-développement » : G. RIST, W. SACHS, G. ESTEVA, ...

aggiornamento réguliers de leur projet de modernisation capitaliste²⁹. Comme le soulignent les auteurs de *Pour une histoire du développement* :

« Il faut en effet rompre avec l'image des sociétés demeurées immobiles jusqu'au traumatisme engendré par leur affrontement avec les impérialismes occidentaux du XIXème siècle. Ces sociétés suivaient des lignes de développement propres et possédaient des mécanismes souvent puissants³⁰ ».

C'est aussi cette redécouverte des acteurs « oblitérés » par la modernisation qui a permis de porter l'attention au rôle des femmes dans le développement, à travers les théoriciennes féministes³¹. Un gros travail de recherche a permis de valoriser les fonctions de développement des femmes des milieux populaires du Sud, tout en analysant les rapports de subordination dans lesquelles ces dernières se trouvent. Cette « redécouverte » n'est pas sans ambiguïté cependant puisque la revendication de l'intégration des femmes dans les programmes de développement ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une critique du présupposé capitaliste selon lequel la croissance était favorable aux femmes. Une grande partie de cette littérature reste marquée par la volonté d'imposer la modernisation de type capitaliste, et, la pensée « genre et développement » occupe une place particulière dans le débat « modernisation versus développement »³².

J.P. PEEMANS identifie deux camps théoriques opposés, celui qui pense le développement comme un « ordre des choses » d'un côté, celui qui s'interroge sur les pratiques « des peuples et des gens » de l'autre.

²⁹ J.C. SCOTT, *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*, New Haven, Yale University Press, repris dans J.P. PEEMANS, (2002), op.cit. ; S. CHARLIER, M. NYSENS, J.P. PEEMANS et I. YÉPEZ DEL CASTILLO (2004), op.cit.

³⁰ C. COQUERY-VIDROVITCH, D. HEMERY et J. PIEL (1988), « Avant-propos. Etat-sociétés-développement », in C. COQUERY-VIDROVITCH, D. HEMERY et J. PIEL, *Pour une histoire du développement, Etats, sociétés, développement*, L'Harmattan, Paris, p.9.

³¹ E. BOSERUP (1983), *La femme face au développement économique, sociologie d'aujourd'hui*, PUF, (1970), Paris. Pour un aperçu de la littérature anglo-saxonne sur le sujet : N. VISVANATHAN, L. DUGGAN, L. NISONOFF et N. WIEGERSMA (1997), *The women, gender and development reader*, Zed Books LTD, London. Pour un aperçu de la littérature francophone : J. BISILLIAT, C. VERSCHUUR (dir.) (2000), « Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique » *Les cahiers genre et développement*, n°1, L'Harmattan, Paris-Genève ; C. VERSCHUUR (dir.) (2003), « Genre, mondialisation et pauvreté », *Les cahiers genre et développement*, n°3, L'Harmattan, Paris-Genève.

³² Voir chapitres 2 et 3.

« Plusieurs paradigmes semblent unis, au-delà de leurs différences apparentes, par une même idée fondatrice : le progrès est la base universelle du développement et sa mise en œuvre se confond avec la réalisation d'un ordre des choses capable d'assurer la prospérité, l'harmonie, le bien-être, voire le bonheur » des peuples et des gens ». (...)

Face à cette position largement majoritaire dans la construction des paradigmes du développement, on trouve une position, initialement fort minoritaire, mais qui semble gagner une importance grandissante dans le dernier quart de siècle. On peut même dire qu'elle est au cœur des nouveaux débats autour de la globalisation et que c'est autour d'elle que se régénère profondément la conceptualisation du développement. Cette conception déplace radicalement le regard vers « les peuples et les gens », ceux qui, à travers le monde, ont toujours été considérés comme les instruments et les objets de la modernisation à poursuivre inlassablement. En prenant en considération les demandes de développement révélées par les pratiques de vie des « acteurs oubliés » de la modernisation, on évolue vers une tout autre conception des enjeux du développement. Il ne s'agit plus de se concentrer sur les conflits entre élites autour de la manière de concevoir l' « ordre des choses », mais de prendre conscience de l'irrémissible distance qui sépare ces derniers des problèmes de vie quotidienne de l'immense majorité des « peuples et des gens » du monde ³³.

L'histoire de la pensée sur le développement ainsi revisitée ressemble donc davantage à un entrelacs de discours manipulant tantôt les registres de la modernité et de ses exigences en termes d' « adaptation » des populations à « l'ordre des choses » (école de la dépendance et modernisation), tantôt ceux de la libre détermination des peuples et de la nécessaire reconnaissance de la pluralité des voies de développement³⁴. Dire cela, c'est également reconnaître la dimension idéologique du développement.

³³ J.P. PEEMANS (2002), op.cit., p.12.

³⁴ Cette dernière position est également celle que nous avait inspiré un historien comme F. BRAUDEL, à partir de la distinction qu'il opère entre les strates du développement, civilisation matérielle, économie d'échange et capitalisme. Ce faisant, il invitait à ne pas confondre la constitution d'un noyau industriel performant avec le développement et obligeait à une lecture critique de l'histoire vue comme capitaliste, en démontrant la fonction de développement de la civilisation matérielle ou de l'économie d'échange, autre façon de parler des peuples et des gens.

II. LE DEVELOPPEMENT : UN PROJET IDEOLOGIQUE

Dans cette partie, nous nous intéressons à une critique particulière du développement. Nous montrons comment certains auteurs se sont penchés sur le vocabulaire du développement et ont permis d'identifier en quoi les pensées qui l'ont pris pour objet relèvent généralement du discours sur l'Autre, sur la façon dont il lui est demandé de se transformer, et sous-tendent, sous des aspects techniques et apparemment neutres, un projet idéologique.

2.1. Le rapport hiérarchique entre Nord et Sud traduit dans les mots

Le terme « développement » renvoie pour une grande partie de la littérature à celui de « sous-développement ». Ce dernier apparaît pour la première fois dans un discours de H.S. TRUMAN, président des Etats-Unis, prononcé en 1949. Partie d'une stratégie plus vaste pour asseoir l'hégémonie américaine dans le monde, le point IV de ce discours plaide pour :

« [un] programme qui soit audacieux (...) qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères³⁵ ».

Il faut replacer ce discours dans le contexte de l'hégémonie américaine dont dépendait en grande partie le relèvement des pays européens. Les Etats-Unis ont d'ailleurs participé à la restauration de la croissance dans les pays européens (avec le plan Marshall par exemple) au fur et à mesure qu'ils leur enlevaient un de leurs moteurs de croissance : les colonies. Ils ont en effet financé les mouvements nationalistes pour l'indépendance dans de nombreux pays colonisés comme une stratégie pour se débarrasser des anciennes puissances coloniales et avoir eux-mêmes un libre accès aux immenses ressources des pays du Sud³⁶.

³⁵ Public papers of the presidents of the United States (1964), H.S. TRUMAN, Year 1949, 5, United States Government Printing Office, (january 27), in G. RIST, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, coll. Références inédites, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, p.118.

³⁶ P. ARMSTRONG, A. GLYN et J. HARRISON (1991), *Capitalism since 1945*, Basil Blackwell, Cambridge, p.24.

Pour A. ESCOBAR, l'allocution du président TRUMAN est l'exemple typique d'un « discours historiquement produit » qui annonce une interprétation de la pauvreté en termes d'absence de biens, appuie la légitimité « d'experts » en développement et l'institutionnalisation d'une nouvelle discipline dans les universités occidentales³⁷. Cet extrait résume également bien la double équation « développement=modernisation » et « croissance=bien-être » que n'auront de cesse de vouloir démontrer les institutions internationales. Il dévoile aussi à quel point le pouvoir américain ignorait totalement la complexité et le dynamisme de la vie matérielle des pays non occidentaux. La différence des pays se réduit à la situation de manque des uns par rapport aux autres et c'est ce côté « primitif » et « stationnaire » qui sert de point de départ à l'idée d'une intervention externe des Etats-Unis dans les ex-pays colonisés. Dans *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, G. RIST reprend les termes de ce discours et démontre bien son caractère inaugural « d'une nouvelle ère » où les mots ont leur importance³⁸. A côté de son auto-proclamation comme vecteur de progrès, l'Occident s'octroie le droit de (dé)qualifier l'Autre. En échange de la reconnaissance de leur sous-développement, les pays nouvellement indépendants gagnent alors leur droit à l'aide internationale mais reperdent néanmoins leur indépendance, tant à se nommer qu'à suivre leur propre voie :

« Ainsi, à partir de 1949, plus de deux milliards d'habitants de la planète vont -le plus souvent à leur insu- changer de nom, être considérés « officiellement », si l'on peut dire, tels qu'ils apparaissent dans le regard de l'autre et être mis en demeure de rechercher ainsi leur occidentalisation en profondeur au mépris de leur propre valeur : ils ne seront plus Africains, Latino-américains ou Asiatiques (...) mais simplement « sous-développés ». Cette nouvelle « définition » fut acceptée par ceux qui étaient à la tête d'Etats indépendants, car c'était une manière d'affirmer leur prétention à bénéficier de « l'aide » qui devait conduire au « développement » (...). En apparence ils avaient tout à y gagner : la respectabilité et la prospérité. Toutefois, leur droit à l'autodétermination s'est échangé contre leur droit à l'autodénomination et, en conquérant leur indépendance politique, ils perdaient leur identité et leur autonomie économique, parce que contraints de cheminer sur la « voie du développement » tracée par d'autres qu'eux ³⁹».

³⁷ A. ESCOBAR (1995), *Encountering development : the making and unmaking of the Third World*, Princeton University Press, Princeton N.J., cité par L. BENERIA (2003), op.cit., p.21.

³⁸ G. RIST (1996), op.cit.

³⁹ G. RIST (1996), op.cit., p.132.

La prétention dominatrice du Nord sur le Sud ne se retrouve donc pas seulement dans les programmes et politiques de développement, elle se traduit également dans la pensée. Le Nord, fort de ses universités et de ses centres de recherches, a pris le monopole de la définition de ce que sera le développement.

« Le développement est d'abord un regard sur le monde qui vise à valoriser celui dont il émane et à dévaloriser l'autre⁴⁰ »,

L'affirmation du rapport hiérarchique entre les territoires et de la suprématie occidentale passe bien par l'utilisation d'un certain vocabulaire et par la maîtrise des imaginaires. La démarche de déconstruction qui s'opère à travers l'analyse des mots du développement ne produit certainement pas un savoir plus « vrai » mais contribue en tout cas à rendre la domination du Nord sur le Sud moins opérante. Elle permet de transformer le statut de certains textes en y faisant émerger d'autres significations et d'y rendre plus clairs les rapports de pouvoir.

2.2. La généralisation d'une expérience particulière

Les mots pour désigner les uns et les autres ont leur importance dans la compréhension des voies de la domination, mais les procédés qui participent de la construction d'une voie unique du développement ont leur importance également. Ainsi, S. LATOUCHE replace la conceptualisation du développement dans le cadre de l'histoire occidentale et met le doigt sur la généralisation d'une expérience particulière :

« le développement est d'abord un paradigme occidental, avant d'être production de masse et de gadgets pour quelques-uns. Nous voulons dire par là qu'il s'agit non seulement d'une expérience historique, faussement exemplaire, qui s'est produite d'abord en Europe de l'Ouest, et s'est ensuite étendue ou réinventée dans quelques zones limitées, mais aussi d'un ensemble de cadres, de structures, de valeurs, liées à la « culture hellénico-judéo-chrétienne⁴¹ ».

G. RIST fait de même dans *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Pour lui, le concept de développement s'inscrit dans la pensée évolutionniste qui veut que l'histoire du continent européen suive une trajectoire linéaire depuis l'Antiquité et montre la voie à suivre pour les autres sociétés. Ainsi s'est construit, sur une expérience particulière, un savoir à prétention universelle qui assimile l'Autre et la différence à un problème. Il va

⁴⁰ S. LATOUCHE (1986), op.cit., p.11.

⁴¹ S. LATOUCHE (1986), op.cit., p.15.

jusqu'à qualifier la pensée sur le développement de religion moderne ou de croyance qui comme telle, établit un « ordre des choses » incontestable⁴². Cet ordre des choses assure que, s'il y a un décalage entre théorie et réalité, c'est la réalité « qui a tort ». Ainsi,

« (ce) procédé supprime tout étonnement par rapport à l'étrangeté de l'autre : on ne voit plus, on compare⁴³ »

et ce qui n'est pas conforme doit s'adapter.

Cette obsession de la pensée occidentale à refuser la différence et à interpréter des phénomènes au Sud en dehors de leur contexte a bien été dénoncée, y compris dans les universités américaines. Mais ces critiques ont généralement été passées sous silence, comme c'est le cas de celle émise par D. SEERS qui, dès 1969, démontre le caractère inapplicable du raisonnement économique occidental aux régions « sous-développées »⁴⁴. A l'intérieur de la pensée développement=croissance-bien-être, l'école de la dépendance (1960-1970) avait également produit une brèche dans la pensée sur le développement, en dénonçant la hiérarchisation des territoires entre un centre et sa périphérie. Il ne s'agissait cependant pas encore d'assimiler la production théorique du Nord à un discours de domination sur le Sud mais de révéler les intentions dominatrices au niveau de la pratique des pays capitalistes. L'analyse du développement comme discours et produit d'une société et d'une histoire n'intervient finalement que plus tard. Il faut d'ailleurs souligner l'influence de linguistes tels que N. CHOMSKY dans cette impulsion visant la déconstruction des discours⁴⁵.

Finalement, on peut se demander si l'ensemble du discours sur le développement n'est pas le support, tout au moins l'expression, du rapport de pouvoir inégal entre le Nord et le Sud. Les populations du Sud seraient poussées à se comparer sans cesse au Nord, se laissant ainsi piéger par l'idéologie du rattrapage. C'est l'hypothèse que fait l'historien K. N. CHAUDHURI lorsqu'il s'intéresse dans son ouvrage à l'histoire de l'Océan Indien, *Asia Before Europe*. Il y dénonce ses collègues historiens spécialistes de l'Asie qui préfèrent comparer leur propre histoire -Chine, Japon, Moyen Orient- avec celle de l'Europe occidentale, plutôt qu'à celle d'une autre région d'Asie et choisit un titre approprié à son ouvrage, *Asia before Europe* :

⁴² G. RIST (1996), op.cit., p.45.

⁴³ G. RIST (1996), op.cit., p.74.

⁴⁴ D. SEERS (1969), *The meaning of development*, International Development Revue.

⁴⁵ N. CHOMSKY (1977), *Réflexions sur le langage*, Maspero, Paris.

« *The colonial impact on Asia was not confined just to diverting the flow of trade in a longitudinal direction from the previous latitudinal flow ; it oriented Asian intellectual thought in a similar direction as well*⁴⁶ ».

On notera également l'ouvrage d'E. SAÏD dans lequel l'auteur examine comment les théories occidentales sur l'Orient ont servi à asseoir l'autorité et la domination du même Occident. Il exprime très finement en quoi l'orientalisme n'est pas qu'un intérêt culturel pour l'Orient mais bien

« *la distribution d'une certaine conception géo-économique dans des textes d'esthétique, d'érudition, d'économie, de sociologie, d'histoire et de philologie ; c'est l'élaboration non seulement d'une distinction géographique (le monde est composé de deux moitiés inégales, l'Orient et l'Occident) mais aussi de toute une série d'« intérêts » que non seulement il crée, mais encore entretient par des moyens tels que les découvertes érudites, la reconstruction philologique, l'analyse psychologique, la description de paysages et la description sociologique (...)*⁴⁷ ».

Il insiste aussi pour replacer la production intellectuelle sur l'Orient dans un discours de pouvoir, produit du rapport inégal entre les pays capitalistes et les anciennes colonies, produit aussi de l'interaction entre des auteurs - individus déterminés par leur environnement - et des systèmes.

2.3. Crise du développement et crise de la pensée sur le développement

Il faut rappeler que cette critique fondamentale du développement comme discours sur l'Autre s'inscrit dans le contexte de crise que traversent les pays du Sud depuis les années 1970 : crise des méga-projets gouvernementaux, crise de la dette, crise des systèmes de santé, appauvrissement etc. Il s'agit même d'une crise en chaîne puisque à la crise « réelle » succède la crise des modèles et des idéologies qui les sous-tendent, ainsi que la crise des savoirs sur le développement⁴⁸. L'intérêt pour les mots et les termes du développement repose d'ailleurs, chez les auteurs concernés, sur le constat de la fragilité des modèles et de l'échec des politiques de développement. Dans un même ouvrage, S. LATOUCHE s'intéresse autant aux mots qu'aux problèmes réels du développement. Il note :

⁴⁶ K.N. CHAUDHURI (1990), *Asia before Europe, Economy and civilisation in the Indian Ocean from the rise of Islam to 1750*, Cambridge University Press, p.11.

⁴⁷ E. SAÏD (1994), *L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, La couleur des idées, Seuil, Paris (1978), p.25.

⁴⁸ C. COQUERY-VIDROVITCH, D. HEMERY et J. PIEL (1988), op.cit., p.8.

« (...) toutes les politiques de développement ont échoué. Toutes les techniques ont fait la preuve de leur inefficacité. Qu'il s'agisse du jeu de la spécialisation internationale, de la politique d'import-substitution, de la priorité à l'industrie lourde, de la promotion des industries industrialisantes, des spécialisations dans les créneaux d'exportation, toutes les recettes ont fait faillite⁴⁹ »

Le doute à l'égard du développement est partagé par une partie de plus en plus large de l'opinion publique au Nord. A partir des années 1980, beaucoup ne croient plus à l'aide apportée par les institutions internationales, ou alors, y voient une menace pour la citoyenneté : *« Quel pays aidé par le Nord a jamais pu se développer ? »* se demande ainsi un journaliste lors de la fin du pouvoir communiste en URSS et alors que se profile le besoin d'une aide internationale. Et de poursuivre :

« (En URSS), tous les ingrédients (sont) réunis pour que les désordres s'amplifient. Cela sonnera-t-il l'heure d'une nouvelle tentation autoritaire pour mieux appliquer, cette fois, le « modèle chilien » ou « sud-coréen », et hâter le passage au capitalisme ? L'aide de l'Occident, en tout état de cause, sera insuffisante, inadaptée. (...) Faudra-t-il au nom de « l'impératif économique », enfermer à nouveau les libertés dans un sarcophage ?⁵⁰ ».

Au Sud aussi, des intellectuels s'insurgent contre les politiques de développement qui poussent les populations à *« être comme eux »* qui se trouvent au Nord, et à accepter *« le cauchemar d'un développement qui méprise la vie et adore les choses⁵¹ »*. De telles critiques pourraient inviter à tourner la page du développement. L'idée qu'il s'agisse avant tout d'un *« discours sur l'Autre »* nourrit, à côté des multiples échecs des politiques et programmes de modernisation, la contestation du développement en tant que discipline académique. Si celle-ci ne sert qu'à valider un projet idéologique, toute intervention occidentale devient suspecte. Comme l'indique J.P. PEEMANS,

« Pour un grand nombre d'auteurs du « post-développement », le discours sur le développement est un discours de contrôle social spécifique qui se situe dans un espace entre les appareils de pouvoirs nationaux et internationaux⁵² ».

⁴⁹ S. LATOUCHE (1986), op.cit., p.8.

⁵⁰ I. RAMONET (1991), « Reconstruire », *Le Monde Diplomatique*, (septembre), n°450, p.1.

⁵¹ E. GALEANO (1991), « Vertigineux mirages d'un modèle unique fondé sur l'injustice. Etre comme eux », *Le Monde Diplomatique*, (octobre), n°451, p.17.

⁵² J.P. PEEMANS (2002), op.cit., p.231.

C'est parce que le doute est jeté sur les politiques de développement du Nord, sur sa capacité à prescrire le progrès et l'innovation technologique que l'on commence probablement aussi à douter de la capacité de ses penseurs à comprendre les sociétés en général et celles du Sud en particulier⁵³.

Paradoxalement, cette critique qui s'attaque aux fondements de la pensée sur le développement ouvre aussi une piste très intéressante pour reparler du développement. En effet, en s'intéressant aux mots du développement, les auteurs obligent à une distinction, d'ordre épistémologique, entre l'analyse des *processus* de développement, complexes et pluriels, et l'analyse des *discours sur* le développement, encore largement monopolisés par le paradigme de la croissance et par les institutions internationales. Ils invitent ainsi à exercer un regard interdisciplinaire sur ces deux niveaux d'analyse. Faire l'histoire des discours, du Nord sur le Sud, du centre sur sa périphérie, c'est aussi faire l'histoire de l'hégémonie de la pensée qui définit l'Autre et dévoiler les enjeux de pouvoir derrière les organismes de la coopération internationale. Après seulement, il est possible de s'ouvrir aux pratiques quotidiennes, à la part du développement débarrassée des oripeaux de ce qu'il est habituel de nommer sous-développement ou tradition. Dire cela, c'est aussi reconnaître que le développement possède bien une double identité, à la fois déroulement complexe et projet idéologique.

Il ressort de ces apports critiques la conclusion que le développement, loin d'être une question de logistique, est assimilable à un discours du pouvoir sur l'Autre. Cette relecture politique et historique des théories du développement met en perspective l'action des institutions internationales chargées des politiques de développement. En d'autres termes, remettre le discours du centre dans l'histoire, c'était précisément contribuer à le rendre « moins » centre. Ce genre de démarche a indéniablement contribué à faire de la place à d'autres paradigmes du développement.

⁵³ M.H. MARCHAND, J.L. PARPART (ed.) (1995), *Feminism, postmodernism and development*, Routledge, London and New York, p.2.

III. REINSCRIRE LA DIVERSITE DANS LA DEFINITION DU DEVELOPPEMENT

Les critiques adressées à la théorie et à la pratique de la modernisation et en partie reprises ci-dessus ont ouvert une brèche dans la façon de penser le développement. Mais, au-delà des critiques, que proposer comme approche du développement qui ne soit pas enracinée dans la modernité ou dans une logique de rattrapage ?

Pour répondre à cette interrogation, nous avons choisi de puiser dans une littérature dont la problématique est à première vue éloignée de celle du développement, notamment parce qu'elle porte sur les contextes Nord. Nous sommes évidemment consciente que de nombreux auteurs, et non des moindres, se livrent déjà à la reconstruction d'une approche non conventionnelle sur le développement. En dépit de leur intérêt, il nous a semblé pertinent de poursuivre notre propre démarche car elle présente l'originalité, on le verra, de prendre comme point de départ les *pratiques économiques marginalisées dans le Nord* et d'éviter *l'individualisme méthodologique* qui reste encore très présent chez certains auteurs qui livrent un effort pour construire une pensée non conventionnelle⁵⁴.

3.1. Des systèmes économiques multiples

Il est utile à ce stade de préciser ce que nous entendons par « pratiques économiques marginalisées ». Il s'agit principalement des pratiques qui, au Nord, échappent à la logique du marché de type capitaliste et qui ne sont clairement pas identifiées comme faisant partie du projet de modernisation. Précisément, la lecture de F. BRAUDEL que nous présentons ci-dessous nous a permis de découvrir ce qui n'est pas échange de type purement capitaliste dans l'économie et de comprendre malgré tout, l'importance de ce dernier pour le capitalisme.

- La civilisation matérielle, ce « grand absent de l'histoire »

Pour F. BRAUDEL, la vie économique est organisée en « strates », à la façon de couches géologiques superposées les unes aux autres. Il distingue 3 niveaux au système sociétal, à la façon d'une maison à plusieurs étages. Le rez-de-chaussée, celui sur lequel tout repose et qui est le plus ancien, est celui de la civilisation matérielle⁵⁵. Au Moyen Age, c'est l'organisation paysanne,

⁵⁴ E. BENICOURT (2004), « Contre Amartya Sen », *L'économie politique*, juillet-août-septembre, pp.72-84.

⁵⁵ F. BRAUDEL (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVème-XVIIIème siècle, tome 1, Les structures du quotidien*, Armand Colin, Paris.

essentiellement tournée vers l'auto-consommation, la production accomplie dans le cadre familial ou d'une communauté, hors des circuits du marché. Les gestes quotidiens ont une valeur d'usage et les biens produits n'ont pas pour objet l'échange mais la satisfaction de besoins personnels⁵⁶. Il s'agit d'une organisation économique non monétarisée, où les règles sociales sont fortement codifiées et nécessitent l'adhésion de la communauté. F. BRAUDEL parle à plusieurs reprises de vie davantage subie qu'agie, dans le sens de gestes « *vis-à-vis desquels nuls n'a à prendre de décision*⁵⁷ ».

Cette vie matérielle, quotidienne, « *grand(e) absent(e) de l'histoire*⁵⁸ » constitue pourtant la structure fondamentale des sociétés et reste largement majoritaire en Occident jusqu'au XVIIIème siècle. Elle socialise, solidarise, intègre, transmet les savoirs, les normes. Ce niveau absorbe lentement les changements technologiques telle que l'amélioration des techniques et des outils, intègre les nouveaux produits mais évacue le surplus dans un niveau supérieur. Le processus qui permet ce transfert est favorisé par la division du travail et la spécialisation, une production plus abondante. Par-dessus l'économie élémentaire donc, mais non indépendamment d'elle, se développe selon F. BRAUDEL à partir du XVIème siècle un deuxième niveau, celui de *l'économie d'échange*.

- Les jeux de l'échange

Les échanges s'organisent progressivement entre bourgs, villages, villes. Ce niveau est celui de la monnaie, de l'économie de petit marché. Il est cet intermédiaire entre le domestique, le quotidien ou le local et la vie plus lointaine. Les jeux de l'échange commencent là où la production n'a plus de valeur d'usage mais bien une valeur d'échange⁵⁹, là où consommation et production se détachent l'une de l'autre :

« *Par ces bouches multiples commence ce que nous appelons l'économie d'échange, tendue entre production, énorme domaine, et consommation, énorme domaine également*⁶⁰ ».

⁵⁶ La valeur d'usage d'un bien ou d'un service, d'un objet ou d'un geste, correspond à son utilité, à sa capacité à remplir des besoins. La valeur d'usage ne se mesure donc pas par un prix.

⁵⁷ F. BRAUDEL (1985), *La dynamique du capitalisme*, coll. Champs, Flammarion, Paris, p.13.

⁵⁸ F. BRAUDEL (1985), op.cit., p. 21.

⁵⁹ La valeur d'échange correspond au prix.

⁶⁰ F. BRAUDEL (1985), op.cit., p. 23.

Les échanges qui éloignent le lieu de production du lieu de consommation permettent l'apparition de boutiques, de petits marchés, de foires, de bourses. Dans un premier temps, les échanges ne touchent qu'une partie infime de la production. Petit à petit, ils englobent la majorité de la production. Aujourd'hui, dans les pays occidentaux, plus personne ne vit de sa propre production. Le savoir, qui était fortement lié à la subsistance autonome, commence à être dominé par l'objectif de marchandisation des activités. Seules certaines activités de la sphère domestique (nourriture, éducation des enfants, soins aux malades et aux personnes âgées) nous rappellent qu'il a existé un niveau élémentaire car le plupart des besoins sont satisfaits par l'échange.

Les jeux de l'échange restent cependant très encadrés, surveillés par l'Etat. Des règles strictes dictent le fonctionnement des marchés. Tant que l'échange se fait entre le seul producteur et le seul consommateur, les possibilités de gains sont faibles. Au fur et à mesure que ces deux acteurs du marché s'éloignent et que le lieu de production s'écarte du lieu d'achat, des intermédiaires tels que les marchands ou les négociants deviennent nécessaires, prélèvent leur part. Au début, l'action des marchands est dirigée vers leur enrichissement personnel et vers celui du souverain (le « compromis » mercantiliste), il ne s'agit pas encore d'accumulation à grande échelle. Progressivement cependant, certaines familles assoient leur pouvoir sur la richesse accumulée. La montée en puissance d'une bourgeoisie marchande est parallèle à la construction d'un Etat national centralisé, enrichi grâce à l'activité marchande, balayant les querelles entre mini-royaumes féodaux et oeuvrant à l'unification de zones plus grandes afin d'amorcer des économies d'échelle (un Etat unifié assure une demande plus grande) et libre circulation. L'Etat centralisé fait circuler une seule monnaie, construit des routes et entretient les ports, bref, oeuvre à la consolidation du profit tout en asseyant son pouvoir. Le profit devient alors plus important (la monnaie est stable, il y a moins de pertes lors des changes monétaires), le gain plus certain (les routes sont plus sûres donc les échanges se développent). La coopération d'un Etat national et d'une classe marchande (non toutefois sans heurts et reflux lorsque cette dernière devient trop menaçante) jette les bases de l'accumulation et du troisième niveau : le *capitalisme*⁶¹.

- Le capitalisme ou la « superstructure de l'économie »

Les profits du second niveau sont réinvestis et permettent d'accéder à des marchés ou ressources plus lointains. Les savoirs liés à ce type d'activités se développent, la science « suit » l'économie qui se détache progressivement

⁶¹ F. BRAUDEL (1985), op.cit., p. 28.

des autres sphères de la société et s'autonomise. D'autre part, les techniques de navigations, qui sont des « outils très quotidiens » de développement et d'amélioration des conditions de vie pour les peuples maritimes (les Pays-Bas, l'Angleterre) sont petit à petit intégrées dans un corpus de connaissances qui forment bientôt l'astronomie et les mathématiques.

Les échanges se développent selon d'autres axes que les grandes foires, relativement bien contrôlées par l'Etat. La richesse dégagée par les échanges marchands trouve bientôt un réemploi ailleurs que dans l'élévation du niveau de vie des marchands. Le capital est recueilli par les banques, prêté, réinvesti, consacré à l'élargissement des possibilités de faire du profit. En même temps, l'Eglise et la société ne jettent plus l'opprobre sur les banquiers, la culture s'adapte petit à petit à l'évolution de l'organisation de la production. F. BRAUDEL montre que ce sont à la fois des pratiques financières, des nouvelles techniques de production, mais aussi l'évolution culturelle (individualisme, valorisation de l'enrichissement et de l'ascension sociale), l'évolution de l'organisation politique (émergence des Etats-Nations) et sociale (atomisation du corps social) qui permettent au marché du deuxième niveau braudélien d'engendrer l'organisation capitaliste de la société, cette « superstructure de l'économie⁶² ». F. BRAUDEL insiste également sur le fait que le troisième niveau, le capitalisme, échappe aux règles de contrôle de l'Etat.

Plusieurs enseignements sont à tirer des niveaux économiques de F. BRAUDEL. Nous soulignerons principalement la diversité de l'organisation économique dont la division en strates témoigne bien (schéma 1). Ces niveaux économiques sont interdépendants, les niveaux supérieurs s'enracinant dans les niveaux inférieurs. Dans une perspective plus contemporaine, on doit pourtant bien reconnaître que le capitalisme est menaçant par rapport au premier et deuxième niveaux. On ne peut que constater la désaffiliation sociale avancée dans certaines régions européennes, l'insécurité sociale⁶³, de même que les dégâts occasionnés par la priorité accordée à la rentabilité sur les autres préoccupations publiques. L'économie locale, encadrée dans des régulations publiques et le lien social, ne joue plus son rôle d'intégrateur, propre aux premier et deuxième niveaux. De même, la sociabilité et les savoirs liés à la civilisation matérielle braudélienne ont littéralement été écrasés. Pourtant, comme le résume bien D. CEREZUELLE, reprenant le cadre braudélien :

⁶² F. BRAUDEL (1985), op.cit., p.29.

⁶³ R. CASTEL (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, La république des idées, Seuil, Paris.

« (L'économie du rez-de-chaussée) ne peut être réduite à ce qui doit être aboli pour que se développent l'économie de marché, un espace public et des formes de la citoyenneté. Au contraire, elle peut fournir le socle qui les rend possibles à condition qu'on se préoccupe de ménager des transitions, des escaliers ou des initiations favorisant les circulations entre les étages⁶⁴ ».

Il y a donc lieu de s'interroger sur la façon dont la civilisation matérielle qui est le lieu de reproduction du lien social propose des formes de résistance à l'accumulation et comment le regard de l'économiste du Nord, déshabitué de l'observation de ce qui n'est pas accumulation, peut les saisir. Ce sera entre autres l'objet de la réflexion que nous mènerons à partir des théories féministes sur la question de la reproduction dans les chapitres suivants.

Un autre enseignement intéressant de la vision braudélienne porte sur le fait qu'il établit un lien entre savoir et lieu de production de ce savoir. Les savoirs servent les individus dans les situations économiques et sociales qui leur sont propres, semble-t-il suggérer. En cela, il conforte notre démarche d'interrogation des discours.

3.2. Des principes économiques multiples

Cette lecture s'articule particulièrement bien avec la question de la diversité des principes mobilisés par les sociétés humaines dans l'échange économique tels que les examine K. POLANYI, le mobile du gain, la redistribution, la réciprocité ou l'administration domestique. Autrement dit, le Nord qui a produit la modernité économique présente une histoire qui ne se réduit pas à cette modernité. En rappelant par exemple le besoin qu'a toute société de se protéger socialement (« *ce besoin vital de protection sociale*⁶⁵ »), K. Polanyi étudie, entre autres, le recours à des principes économiques très différents en fonction de classes sociales aux intérêts antagonistes. Partant également du principe que « *dans une crise, les « réponses » pouvaient indiquer des solutions qui s'excluaient mutuellement*⁶⁶ », il nous indique une voie pour réexaminer le fonctionnement des populations non dominantes dans un

⁶⁴ D. CEREZUELLE (2003), « Autoproduction et développement social », *Hermès, Economie solidaire et démocratie*, n°36, pp.101-108.

⁶⁵ K. POLANYI (1983), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Bibliothèque des Sciences humaines, NRF, Editions Gallimard, Paris, (1944), p.209.

⁶⁶ K. POLANYI (1983), *op.cit.*, p.210.

contexte capitaliste.

On doit à K. POLANYI d'avoir anticipé certaines ruptures à l'intérieur du savoir économique. Nous examinons ici celle qui nous intéresse particulièrement du point de vue de la recherche d'un développement alternatif, relative aux principes économiques régissant les échanges au sein des sociétés humaines.

- L'administration domestique

Dans la démonstration de K. POLANYI, ce qui importe, c'est de distinguer l'économie « encastrée » dans des rapports sociaux de l'économie « désencastrée », mue par le mobile du gain. L'administration domestique est un exemple d'organisation sans mobile de gain. Elle désigne la production pour son propre usage ou celui d'un groupe bien délimité, caractérisé par une forte cohésion et par l'absence ou quasi-absence du besoin de commercer⁶⁷.

K. POLANYI fait remonter la découverte du principe de l'administration domestique à ARISTOTE. En effet, dans son *Politique*, il observe ses contemporains et propose une distinction entre une administration domestique tournée vers la subsistance d'une part et le comportement d'acquisition d'argent, tourné vers le gain d'autre part. Ce dernier reste minoritaire mais ARISTOTE en saisit le potentiel menaçant. Pour K. POLANYI,

« en dénonçant le principe de la production en vue du gain comme « non naturelle à l'homme », comme sans bornes et sans limites, Aristote mettait en fait le doigt sur le point crucial : le divorce entre un mobile économique séparé et les relations sociales auxquelles ces limitations étaient inhérentes⁶⁸ »

La référence de K. POLANYI au *Politique* illustre bien son propos sur le caractère minoritaire et récent du mobile du gain comme principe organisateur des échanges.

- Le mobile du gain

Le mobile du gain est lié à l'accaparement individuel de richesses ou de biens. Pour K. POLANYI, il est tout simplement absent des communautés de Mélanésie sur lesquelles il se base, rappelons-le, pour son analyse des sociétés et organisations économiques.

⁶⁷ K. POLANYI (1983), op.cit., p.84.

⁶⁸ K. POLANYI (1983), op.cit., p.85

Le mobile du gain est en revanche présent dans l'histoire récente des sociétés occidentales où la vie sociale et économique est presque intégralement dépendante des marchés. Il intervient chez K. POLANYI comme une pratique de marché. Les marchés, qui ne se développent réellement que dans les échanges internationaux, sont portés par le gain. Les marchés locaux, s'ils existent vraiment, sont très bien régulés, limités, encadrés dans les liens sociaux. Ils servent la vie sociale et non l'inverse.

- La réciprocité

Prenant toujours pour exemple la société des Trobriandais de Mélanésie, K. POLANYI met également en évidence deux principes de comportement qui ne sont généralement pas associés à l'économie : la réciprocité et la redistribution. Chez les Trobriandais, la réciprocité touche les relations entre individus issus d'une même famille tandis que la redistribution touche les individus qui dépendent d'un même chef. La réciprocité réside dans le fait que l'entretien de la famille est assuré par les parents matrilineaires. Les frères pourvoient donc aux besoins des sœurs et de leur famille, en échange de quoi ils reçoivent, à travers les produits reçus par les propres épouses, la subsistance. La réciprocité est donc une dynamique de don-contredon, qui n'intervient pas nécessairement entre les mêmes individus, mais par laquelle chacun s'oblige envers les autres.

- La redistribution

La redistribution désigne, elle, le phénomène par lequel un chef se voit affecté une partie de la production et la redistribue ensuite entre les membres de la communauté. La production non ponctionnée est principalement affectée aux événements festifs et communs. Tout échange effectué par la société trobriandaise, du commerce entre îles aux transactions entre villages, relève donc bien du domaine des activités économiques, voire de la division du travail, mais est absolument consacré à la finalité sociale de la survie du groupe :

« (...) ces fonctions (division du travail, commerce avec l'étranger), qui sont celles d'un système économique proprement dit, sont complètement absorbées par les expériences extrêmement vivantes qui offrent une surabondance de motivations non économiques pour chaque acte accompli dans le cadre du système social tout entier ⁶⁹».

⁶⁹ K. POLANYI (1983), op.cit., p.77

Pour assurer réciprocité et surtout redistribution, l'organisation fonctionne sur les modèles de la symétrie et de la centralité (schéma 1). Chaque principe est institutionnalisé, à travers une pratique ou une autorité qui comptabilise symboliquement les échanges à travers le temps, l'espace et les individus. La symétrie se lit dans les échanges entre villages, échanges qui s'effectuent sur le mode de la complémentarité : produits des villages côtiers contre produits des villages de l'intérieur et il existe une forme de comptabilité symbolique dans chaque village. A la centralité correspond le besoin de rendre compte du travail et de son produit à une autorité. C'est le chef de village par exemple qui reçoit les produits de la chasse, les partage ensuite de façon à assurer la subsistance de tous et la cohésion dans les tribus de chasseurs. La cohésion est ainsi assurée malgré l'éloignement géographique des individus et malgré les irrégularités dans les prises :

« Et plus le territoire sera vaste, plus le produit sera varié, plus la redistribution aura pour effet une division effective du travail, puisqu'elle doit aider à relier les uns aux autres des groupes de producteurs différenciés⁷⁰ ».

Des sociétés complexes et étendues, qui pratiquaient la division du travail, la production de biens variés et le commerce, ont su se développer et se maintenir durablement grâce à l'agencement savant de comportements majoritairement non tournés vers le gain et grâce à des mobiles non économiques. Cet enseignement est évidemment riche de conséquences.

Jusqu'à la fin de la féodalité, ce sont ces trois principes de réciprocité, redistribution et administration domestique qui gouvernent les sociétés, même si certaines activités mues par le gain existent. Ce dernier n'a toutefois pas assez de poids pour desserrer l'emprise des autres types de comportements.

B. GUIBERT résume ainsi les deux thèses fondamentales de la Grande Transformation :

⁷⁰ K. POLANYI (1983), op.cit., p.79

1. « le caractère exceptionnel de « l'économie de marché » et en particulier le caractère complètement artificiel, violent et historique des trois marchés fondateurs du « marché auto-régulateur » : les marchés du travail, de la terre et de l'argent ;
2. « l'encastrement » dans toutes les sociétés, autres que le capitalisme de la parenthèse européenne du long XIXème siècle, de l'économie dans les rapports sociaux, ce qui dénie à « l'utilitarisme » d'être la raison suprême de l'histoire⁷¹ ».

Ainsi posé, le cadre polanyien des échanges interpelle en effet le modèle néo-classique de l'utilitarisme (l'hypothèse de « l'homo oeconomicus ») comme fondement de l'action. Il rouvre des perspectives d'organisations sociales différentes et surtout offre un socle théorique pour penser les comportements altruistes ou coopératifs. Le besoin de réciprocité, de redistribution élargit la perspective de l'acte économique de production, en y intégrant notamment la confiance ou la préservation et la reproduction du lien social. Pour K. POLANYI, dans ces deux principes,

« il s'agit de faire naître et de nourrir par l'échange une relation sociale, renforçant les dettes de chacun au bénéfice de tous, et non de satisfaire des besoins ou d'accumuler de la valeur matérialisée sans laisser de trace personnelle dans les rapports entre les échangistes⁷² ».

Le marché de type capitaliste introduit donc une nouveauté et se développe précisément grâce à la scission entre l'activité économique et les obligations sociales. De ce fait,

« la maîtrise du système économique par le marché a des effets irrésistibles sur l'organisation tout entière de la société. Au lieu que l'économie soit encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans l'économie⁷³ ».

Le schéma suivant reprend la contribution des deux auteurs soulignés ici et rassemble les systèmes et principes économiques multiples qu'ils contribuent à rendre visibles. Il nous semble bien que la théorie des deux auteurs se rejoint sur certains points. La civilisation matérielle de F. BRAUDEL englobe l'administration domestique polanyienne ainsi qu'une partie des activités réciprocaires. Il s'agit des activités d'auto-production ou de l'échange qui

⁷¹ B. GUIBERT (1998) « A propos de « Polanyi, Braudel et le roi du Dahomey » de A. SALSANO, in J.M. SERVET, J. MAUCOURANT, A. TIRAN (1998), *La modernité de K. Polanyi*, coll. Logiques sociales, L'Harmattan, Paris, p.79.

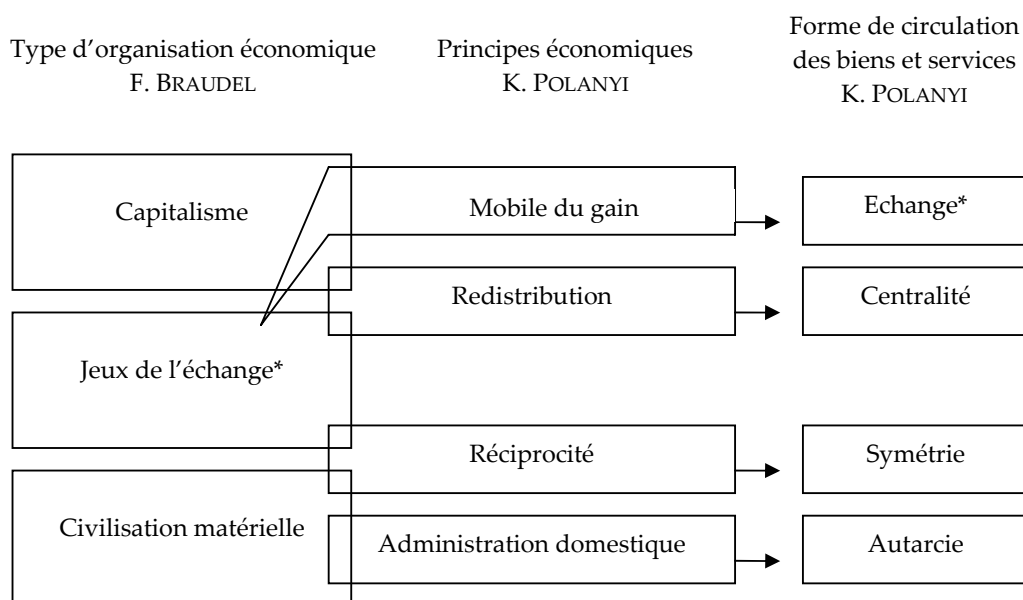
⁷² K. POLANYI (1983), op.cit., p. 79.

⁷³ K. POLANYI (1983), op.cit., p. 88.

concerne la subsistance d'un groupe plus ou moins élargi, où se tissent des liens de proximité forte ou des liens familiaux, ce qui exclut le mobile du gain.

La redistribution est possible, chez K. POLANYI, grâce à une autorité centrale qui décide de l'affectation des biens. Il s'agit, à l'échelle de l'histoire que retient F. BRAUDEL, de l'Etat ou des formes de gouvernement qui interviennent dans l'économie et empêchent dans un premier temps l'accumulation. Les jeux de l'échange sont maîtrisés par des liens de confiance (réciprocité) ou par des règles strictes de la part d'une autorité centrale (redistribution), ce qui explique que, dans notre schéma, la redistribution chevauche en partie les jeux de l'échange. Ces règles ont cependant de moins en moins de vigueur au fur et à mesure de la construction du deuxième étage où les marchés, s'étendant sur plusieurs pays, voire continents, englobent une population grossissante. L'autorité centrale y contrôle difficilement les comportements et n'est plus en mesure d'endiguer le mobile du gain qui correspond à la construction du troisième étage braudélien. Celui-ci se construit cependant toujours grâce à l'aide de l'Etat et de son action redistributive.

Schéma 1. La diversité des systèmes et principes économiques chez K. POLANYI et F. BRAUDEL



* L'échange chez K. Polanyi est le mode de circulation des biens et services sur un marché capitaliste. Les jeux de l'échange chez F. Braudel correspondent aussi à l'échange de biens et services mais poursuivant d'autres objectifs que le gain, ou bien un gain très modéré.

Enfin, chez K. POLANYI, il n'y a pas d'institutions distinctives assurant la fonction économique avant d'arriver au capitalisme. Les fonctions économique, sociale, militaire et politique ne font pas l'objet d'une attribution distincte à l'une ou l'autre institution, qu'il s'agisse de la famille, de la communauté ou de l'Etat. Ce n'est qu'avec le capitalisme qu'un marché auto-régulateur est chargé exclusivement des échanges économiques.

Relire F. BRAUDEL et K. POLANYI pour leur contribution au débat sur le développement semble bien nourrir une autre perspective sur l'histoire des contextes Nord. De la même façon, ce que la vision modernisatrice sur le développement identifie comme « dysfonctionnement », nous pourrions « simplement » le considérer comme une réponse antagoniste faisant appel à des principes non strictement capitalistes.

On comprendra dès lors l'intérêt qu'il y a à réintroduire la diversité comme un élément qui « compte » dans la reconstruction contemporaine du concept de développement: diversité des systèmes et principes économiques qui animent les sociétés humaines, diversité des pratiques qui sous-tendent la cohésion sociale. Elles sont susceptibles finalement d'éclairer, pour nos propres sociétés occidentales, des « zones de vie » aux pratiques foisonnantes que la modernisation a volontairement obscurcies.

3.3. La cohésion sociale au cœur de l'histoire des sociétés

Des paragraphes précédents il ressort la complexité du fonctionnement et de l'organisation des strates « inférieures » de l'économie, ce qui nous oblige aussi à distinguer la sphère de l'accumulation (le capitalisme ou le mobile du gain) de la sphère économique tout entière. Les pratiques humaines qui échappent à la stricte accumulation sont-elles pour autant constitutives d'un *autre* développement ? Il nous semble qu'une des idées qui se dégage des auteurs étudiés ci-dessus est la grande importance de la cohésion sociale des sociétés sur lesquelles ils se penchent. Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, K. POLANYI souligne par exemple le caractère fondamentalement social de l'individu qui, avant d'avoir une rationalité économique, cherche à se protéger. Cette hypothèse ne se retrouve pas dans la vision conventionnelle sur le développement, monopolisée par le *narrative* du rattrapage et du progrès. Or la problématique de la cohésion sociale est présente dans les récits les plus anciens de l'histoire des sociétés. IBN KHALDOUN⁷⁴ offre une démonstration

⁷⁴ IBN KHALDOUN (Tunis 1332- Le Caire 1406) est à la fois homme politique et historien. Après avoir mené une vie diplomatique mouvementée au service de différents

particulièrement intéressante de l'importance de la cohésion sociale dans l'évolution des sociétés arabes médiévales. Ses deux concepts centraux, *umran* (mode de vie) et *asabyia* (solidarité), constituent les thèmes principaux d'une théorie pour l'histoire des sociétés maghrébines médiévales mais témoignent surtout de son souci de comprendre sur quoi repose leur cohésion sociale.

- Modes de vie et solidarité

La *Muqaddima*, œuvre principale d'IBN KHALDOUN retrace l'histoire de la civilisation maghrébine du XIV^{ème} siècle et témoigne de sa complexité, sur le plan des techniques, du savoir ou des formes de gouvernement⁷⁵. Comme nous l'avons dit, de son analyse émergent deux concepts fondamentaux : *l'umran* et *l'asabyia*. *L'umran* désigne les phénomènes humains, la civilisation, la société, tout ce qui caractérise les organisations humaines dans les aspects de leur vie matérielle :

« la vie sauvage, l'adoucissement des mœurs...les divers genres de supériorité que les peuples obtiennent sur les autres...les occupations auxquelles les hommes consacrent leurs travaux et leurs efforts⁷⁶ ».

Mais *l'umran* est également désigné à travers ses aspects sociaux, culturels et spirituels :

« La religion, la cité, le domicile, la puissance, l'abaissement et l'accroissement de la population, sa diminution, les sciences et les arts (...) Enfin, tout ce que la nature des choses peut opérer dans le caractère de la société⁷⁷ ».

L'umran peut être urbain (*umran hadari*) ou rural (*umran badawi*). La majorité de la population vit cependant dans *l'umran badawi*, dont *l'umran hadari* n'est qu'un prolongement. Il semble en quelque sorte y avoir une interprétation évolutionniste et hiérarchique de ces deux modes de vie :

souverains, il décide d'effectuer un retrait et commence à rédiger plusieurs ouvrages, fruits de ses recherches et lectures tout autant que de son expérience personnelle.

⁷⁵ IBN KHALDOUN (2002), *Le livre des exemples. Autobiographie, Muqaddima*, Bibliothèque de la Pléiade, NRF, Paris (1377)

⁷⁶ IBN KHALDOUN (1377), *Prolégomènes*, T.II, traduction DE SLANE, p.254 cité par Y. LACOSTE (1998), op.cit., p.124-125. Les prolégomènes sont la traduction de la *Muqaddima* (Introduction à l'histoire universelle).

⁷⁷ IBN KHALDOUN (1377) in Y. LACOSTE (1998), op.cit., p.124-125.

« La civilisation de l'*umran hadari* marque le plus haut degré du progrès auquel un peuple atteindre : c'est le point culminant de l'existence de ce peuple et le signe qui en annonce la décadence. L'*umran hadari*, état auquel aboutit l'*umran badawi*, la royauté, le peuple et tout ce qui marque dans la société humaine ont un temps limité pour exister, à l'instar de chaque individu d'entre les êtres créés⁷⁸ ».

L'*asabyia*, souvent traduit par « esprit de corps », est cette « force motrice » qui permet à une tribu de se reproduire. Le concept est forgé dans l'histoire des Etats maghrébins du Moyen-Age et ne vaut que pour eux. Pour Y. LACOSTE qui en fournit une interprétation précise, l'*asabyia* émerge des structures tribales et dépend de la force d'un chef de tribu qui exerce un rôle politique constructif dans sa tribu et en dehors. L'*asabyia* implique une structure de pouvoir hiérarchisée et ne peut s'exercer dans une société égalitaire. Autrement dit, si l'*asabiya* est absent de l'*umran badawi*, celui-ci ne pourra jamais acquérir de rôle politique et déboucher sur l'*umran hadari*. Les tribus sans *asabyia* sont généralement asservies et sans défense. Ce principe, proche sous certains aspects de la redistribution polanyienne (une autorité centrale jouant un rôle politique fort) ne peut cependant se développer qu'à la condition d'une tribu unie par les liens du sang, dotée d'une forte solidarité. C'est bien ce principe qui accompagne chez IBN KHALDOUN le mouvement des sociétés arabes médiévales (le passage des campagnes à des cités organisées et riches) et leur reproduction (succession de période d'ascension-déclin) sur le temps long.

- Une critique de la notion de progrès continu?

Justement, IBN KHALDOUN semble particulièrement intéressé par la façon dont les sociétés se reproduisent. Dans le Maghreb médiéval, les forces productives évoluent très lentement, ne laissant pas présager d'amélioration continue, si ce n'est celle qui prévaut lors du passage de la vie campagnarde à la vie urbaine et qui se marque par l'apparition d'objets ou de « l'élégance (dans) tout ce qui se rattache à l'économie domestique⁷⁹ ».

Or ce progrès finit inéluctablement dans la décadence :

« Le citoyen est incapable de pourvoir lui-même à ses propres besoins ; la paresse dont il a contracté l'habitude en vivant dans l'aisance l'en empêche ou bien c'est la fierté qui résulte d'une éducation faite au sein du bien-être et du luxe...Les habitants des villes perdent tout courage, n'ont plus assez d'énergie pour se

⁷⁸ IBN KHALDOUN (1377), in Y. LACOSTE (1999), op.cit., p.128.

⁷⁹ IBN KHALDOUN (1377), in Y. LACOSTE (1998), op.cit., p.128.

défendre contre ceux qui leur font du mal et deviennent une charge pour le gouvernement qui est obligé de les protéger⁸⁰ ».

IBN KHALDOUN propose donc une interprétation originale du mouvement des sociétés, où le progrès qui différencie l'un et l'autre modes de vie n'a pas la valeur du progrès infini de la modernité. Il est aussi ce qui mène au déclin et à la répétition d'un nouveau cycle historique⁸¹.

D'emblée se trouve inscrite dans l'évolution des sociétés, l'idée d'un déclin puis d'une fin⁸². Il s'agit d'un développement cyclique d'une centaine d'années environ, le mouvement étant celui du déploiement de *l'umran badawi*, du passage à *l'umran hadari* puis du déclin.

IBN KHALDOUN poursuit bien une visée théorique, il se donne pour but de «faire comprendre l'état social de l'homme⁸³. Dans cette formulation («faire comprendre l'état social de l'homme»), on reconnaîtra un des objectifs d'une pensée qui tente de comprendre le processus de changement dans ses dimensions concrètes et humaines. Il se forge des outils autour desquels il retrace l'histoire collective des populations, leur cohésion. C'est bien en cela qu'il est intéressant dans le cadre d'une pensée sur le développement qui cherche à dépasser les questions purement centrées sur l'économie et l'expérience occidentale.

⁸⁰ IBN KHALDOUN (1377), *Prolégomènes*, tome II, p.306, cité par Y. LACOSTE (1998), op.cit., p.129.

⁸¹ C'est SAINT-AUGUSTIN qui rompt avec une pensée du temps circulaire et introduit la notion d'irréversibilité du passé. La religion chrétienne n'est pas pour rien dans cette révolution du temps de l'histoire puisqu'est admise l'idée que les hommes posent des actes dont ils doivent assumer les conséquences –bonnes ou mauvaises- et que la vie est un parcours de la naissance au jugement dernier qui concerne lui tous les hommes. Le temps se poursuit donc jusqu'à ce moment attendu et les « dimensions » de l'Histoire s'élargissent. En même temps que disparaît l'idée d'un temps circulaire apparaît l'idée que les causes des événements sont à chercher dans l'intervention divine.

⁸² IBN KHALDOUN (1377), in Y. LACOSTE (1998), op.cit., p.209.

⁸³ IBN KHALDOUN, *Prolégomènes*, tome 1, in Y. LACOSTE, (1998), op.cit, p.71.

CONCLUSIONS

Notre contribution, à travers ce premier chapitre, porte sur trois points. Premièrement, il se dégage bien une cohérence de la critique de la modernisation et, plus globalement, des réflexions non-conventionnelles sur le développement. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons surtout essayé de montrer qu'elles procèdent dans leur ensemble d'une démarche de déconstruction critique des conceptions dominantes ainsi que d'une relecture politique de leur histoire. Ces réflexions débouchent ensuite sur une vision du développement comme intentionnalité ou projet rattaché à un acteur et un contexte particuliers. Elles consolident par conséquent la perspective conflictuelle de projets *concurrents*, émanant de groupes de population différents, celui des élites contre celui des acteurs populaires : d'un côté, la modernisation définie comme projet calqué sur l'expérience du Nord et reposant sur la croissance économique comme principal moteur, d'un autre, des pratiques quotidiennes et multiples, davantage tournées vers le souci de protection et de cohésion sociales, bref de ce que nous désignerons dans un premier temps comme relevant du « reproductif ». Cette dernière vision est consolidée par nos lectures de F. BRAUDEL, K. POLANYI ET I. KHALDOUN. Tenant compte de cela, il ne nous est plus possible de garder la modernisation comme horizon unificateur du développement. Il nous semble tout aussi délicat de vouloir en réformer les prémisses théoriques comme les pratiques concrètes, sauf à vouloir donner un « visage humain » à la modernisation, comme ce fut le cas ces dernières années dans les programmes d'ajustement structurel ⁸⁴.

Ce que suggère la pensée non-conventionnelle, c'est que la problématique du développement reste à reconstruire. C'est moins évident pour le Sud où des propositions intéressantes existent mais c'est surtout vrai pour le Nord. C'est notre deuxième point. Dans ce chapitre nous avons avancé plusieurs pistes propres. Plus précisément, pour sortir le développement d'une logique de rattrapage inspirée par l'expérience du Nord, la réinvention du développement passe par la reformulation d'une problématique qui rassemble le Nord et le Sud et qui articule passé et présent. Plusieurs thèmes privilégiés se dégagent, autour desquels organiser cette reconstruction. Des sujets tels que les pratiques économiques associant réciprocité et redistribution, l'entretien des liens sociaux ou de la cohésion sociale nous semblent ainsi devoir être réintroduits dans le champ du développement au Nord. En raison d'un passé où ces pratiques ont occupé une place importante dans la vie quotidienne des populations, elles

⁸⁴ F. LAPEYRE (2002), « Le rêve d'un développement sans conflit » in G. RIST (dir.) (2002), *Les mots du pouvoir: sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, N°13, IUED, PUF, Genève, Paris.

doivent servir de base à une reconstruction de notre propre regard sur le développement contemporain. Que sont devenues ces pratiques ? Ne s'inscrivent-elles pas dans une continuité, certes impossible à voir à travers l'œil de la modernisation ? Quelles sont leurs « héritières » contemporaines ? K. POLANYI révèle le rôle articulé de l'administration domestique, de la réciprocité, de la redistribution et du mobile du gain dans la réponse des populations à leur besoin de sécurité, de subsistance. Or on a bien vu que la modernisation n'apporte pas cette sécurité globale puisque des pans entiers de populations échappent aux « bénéfices » de l'accumulation.

Enfin si la vision du développement dans les contextes Nord est à redéfinir, il est encore trop tôt pour en offrir une définition stable. En revanche, c'est notre troisième point, nous avons avancé dans le sens d'une approche nouvelle, dans laquelle les idées de développement ou de modernité ont leur histoire propre, distincte de l'histoire des territoires et des populations. C'est bien de la posture qui distingue discours et processus que naît cette nouvelle approche qui, tout en n'étant elle-même « qu' » une grille de lecture, est éclairée de l'enjeu de l'emploi des mots et de l'usage de l'histoire. C'est également à partir de cette distinction que nous pouvons reposer le problème du développement et le prendre « par l'autre bout », par toutes les pratiques que l'idée de modernisation a évacué de son champ.

Ce questionnement peut nous guider dans la recherche de terrains d'application concrets d'où effectuer cette reconstruction. Il est certain que la dévalorisation, dans la modernisation, de ce qui relève du « reproductif » -les pratiques d'aide, de soin, d'entretien du lien social- et qui a été réduit à sa relation instrumentale à la croissance capitaliste après avoir constitué pendant des siècles le quotidien des populations du Nord et du Sud, fournit *a contrario* une piste intéressante de reconstruction. Il est sans doute encore trop tôt à ce stade pour déterminer lesquelles de ces pratiques nous semblent les plus adéquates à observer, mais la suite de notre réflexion sera guidée par le souci de trouver « un lieu » - parmi d'autres possibles- d'où réinventer concrètement le développement au Nord.

